

**Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL**  
**Lundi 20 mars 2017**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, maire.

Date de la convocation : 16 mars 2017

Nombre de conseillers : 15  
En exercice : 12  
Votants : 12

Présents : Mmes C. Aubry, S. Mazenc-Nehr, C. Mathieu, C. Martin, MP. Girod  
MM. P. Chiggiato, G. Duraffourg, R. Letscher, T. Leyvraz, C. Saitta, P. Tissot, JF. Ravot

Secrétaire de séance : C. MARTIN

Début de la séance : 20h

**I - Approbation du compte-rendu de la séance du 20 février 2017**

**Les taux d'imposition pour 2017 restent inchangés.**  
**Le budget CCAS sera voté en conseil d'administration.**

**Approuvé à l'unanimité**

**II - Délibérations :**

**1 - Vote du budget primitif 2017**

Le conseiller municipal en charge des finances présente au Conseil municipal le budget primitif 2017 qui peut se résumer comme suit :

Dépenses de fonctionnement : 2 150 254.45€

Recettes de fonctionnement : 2 150 254.45 €

Dépenses d'investissement : 3 112 700.79 €

Recettes d'investissement : 3 112 700.79 €

**Approuvé à l'unanimité**

**2- Convention de participation aux frais de fonctionnement du complexe multi-sport partie ESCO – année 2016**

Monsieur le conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances rappelle au Conseil Municipal l'engagement de la commune de Chevry à financer proportionnellement les frais de fonctionnement du stade du complexe sportif (ESCO) situé sur la commune d'Echenevex.

Le coût global de fonctionnement pour 2016 évalué par la commune d'Echenevex s'élève à 29'394.17 €. Ce coût est réparti entre la commune d'Echenevex, Segny et Chevry à proportion du nombre de licenciés à l'ESCO. Pour Chevry, le montant 2016 est de 4'348.25 € pour 25 licenciés, soit 173.93 € par licencié.

Cette participation est révisée chaque année, en janvier, selon le budget de fonctionnement du complexe multi-sport, partie ESCO.

**Approuvé à l'unanimité**

### **3- Attribution de subvention – classes vertes Ecole F. Dolto 2017**

Madame la conseillère municipale avec délégation spéciale aux affaires scolaires propose au Conseil Municipal de verser une subvention au Sou des écoles. Cette subvention, sollicitée dans le cadre des classes vertes de mai et de juin 2017, sera financée avec les crédits budgétaires ouverts à l'article 6574 du budget 2017.

Elle vise à financer deux séjours :

- une classe découverte à Luc-en-Diois du lundi 2 mai au vendredi 5 mai sur le thème développement durable (centrale hydraulique, biodiversité et préservation des abeilles), course d'orientation et escalade.
- une classe verte à Lélex du mardi 6 juin au jeudi 8 juin sur le thème découverte de la faune du Jura, de la rivière, des traces et de l'évolution de la graine à l'arbre.

La commune se propose de prendre en charge ces sorties à hauteur de 5 € par enfant et par jour.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'allouer la subvention suivante :

Sou écoles F. Dolto Chevry – classe découverte Luc-en-Diois (5 € x 80 x 4) ..... 1 600 €  
Sou écoles F. Dolto Chevry – classe verte Lélex (5 € x 44 x 3) ..... 660 €  
**TOTAL** ..... **2 260 €**

**Les familles en difficulté peuvent être prises en charge par le CCAS.**

**Approuvé à l'unanimité**

### **4 - Délibération Modificative - Forêt Communale de Chevry – Destination des coupes 2017**

Monsieur l'élue délégué à la gestion de la forêt communale fait part au Conseil Municipal du programme de coupe proposé pour l'année 2017 par l'Office National des Forêts en forêt communale relevant du Régime Forestier. Ce programme a été présenté par l'ONF à la commission « Forêt » réunie le 18 janvier 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- DEMANDE à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder en 2017 au martelage des coupes désignées ci-après,
- PRECISE la destination des coupes et leur mode de commercialisation :

Parcelle	Volume présumé réalisable	
	Résineux Tiges (m3)	Feuillus Tiges (m3)
<b>G</b>	200	50
<b>L</b>	100	50
Total	300	100
Mode de commercialisation Parcelles G et L	Vente publique (en bloc sur pied)	Délivrance à la commune (façonnés, bord de route)

- DECIDE, pour la délivrance de bois sur pied des bois d'affouage, de désigner comme GARANTS de la bonne exploitation des bois, conformément aux règles applicables en la matière :
  - Monsieur Maurice MUTTONI
  - Monsieur Georges VAUTHIER
  - Monsieur André EMERY
- DONNE POUVOIR à Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjointes pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente et à signer toute pièce relative à ce dossier. Monsieur le Maire ou son représentant assistera au martelage des parcelles G et L.
- DIT que cette délibération annule et remplace celle prise au Conseil Municipal du 20 février 2017.

**Approuvé à l'unanimité**

## **5 - Dispositif de la participation citoyenne**

Monsieur le Maire rappelle les principes du dispositif de participation citoyenne présenté par le capitaine de Gendarmerie au cours de la réunion du 10 octobre 2016.

Il expose que le Code Général des Collectivités Territoriales, dans son article L.2211-1 stipule que le Maire concourt par son pouvoir de police, à l'exercice des missions de sécurité publique et de prévention de la délinquance.

Souvent alerté par des dégradations, des incivilités qui nuisent à la tranquillité du village, le Conseil Municipal s'est engagé dans une démarche « participation citoyenne » en coordination avec la gendarmerie. Elle consiste en l'installation d'une chaîne de vigilance et de diffusion améliorant la prévention de proximité vis-à-vis de tous les habitants et facilitant l'échange d'informations entre la population et les forces de sécurité.

Cette fonction de référent, assuré en qualité de bénévole et que l'on peut choisir de quitter à tout moment sur simple demande écrite, permettra :

- de recueillir auprès des riverains des informations permettant à la gendarmerie d'orienter plus précisément les services de surveillance mis en œuvre sur la Commune ;
- de transmettre ces informations à la gendarmerie sous réserve qu'elles respectent les droits individuels fondamentaux et ne revêtent aucun caractère politique, racial, syndical ou religieux ;
- de sensibiliser les habitants de la commune à la protection contre les phénomènes de délinquance particuliers, en leur relayant des informations de prévention de la gendarmerie ;
- de faciliter, voire organiser des actions de solidarité de voisinage afin de veiller sur les domiciles d'habitants absents ou vulnérables.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur la mise en place de ce dispositif « participation citoyenne » au bénéfice de l'ensemble de la commune et de l'autoriser à signer le protocole correspondant.

Le conseil municipal après délibération,

- Décide de mettre en place un dispositif de « participation citoyenne » au bénéfice de l'ensemble de la commune ;
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer le protocole lié à cette action.

**Approuvé à la majorité (3 abstentions R. Letscher, S. Mazenc-Nehr, P. Tissot – 9 voix Pour)**

## **6 – Nouveau régime indemnitaire : RIFSEEP**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup>alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

VU l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des

administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création

d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des

administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création

d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de

l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU l'avis du Comité Technique en date du (en attente de la réponse)

Le Maire présente à l'assemblée le nouveau régime indemnitaire.

Ce nouveau régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la Fonction Publique d'Etat est transposable à la Fonction Publique Territoriale, pour les cadres d'emplois suivants (à ce jour, en ce qui concerne la mairie) :

- les attachés,
- les rédacteurs,
- les animateurs,
- les adjoints administratifs,
- les ATSEM,
- les adjoints techniques (le RIFSEEP ne pourra être versé aux agents relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques qu'à compter de la parution de l'arrêté ministériel correspondant).

Le RIFSEEP se compose:

- D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE)
- D'un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de service (CIA).

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP :

- - GIPA
- - NBI
- - SFT et indemnité de résidence
- - IHTS, indemnités d'astreintes, indemnités de travail de nuit, dimanche, jours fériés
- - Primes de l'article 111
- - Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (non mise en place par la collectivité).
- - Primes spécifiques des filières police et sapeur-pompiers professionnels

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et à instaurer le RIFSEEP, afin de prendre en compte la place dans l'organigramme et de reconnaître les spécificités de certains postes ;

### **I – Les bénéficiaires**

Le RIFSEEP pourra être versé aux fonctionnaires (titulaires et stagiaires) pour tous les éléments constituant l'IFSE et le CIA.

Les contractuels de droit public pourront se voir attribuer la part de l'IFSE versée une fois par an, ainsi que le CIA, s'ils remplissent les conditions suivantes le mois du versement des indemnités :

-justifier d'un contrat de 12 mois consécutifs (passés ou à venir), ou de contrats successifs d'au moins 12 mois consécutifs ;

-que l'agent ait préalablement fait l'objet d'un entretien professionnel pour la part CIA.

Les contractuels de droit privé sont exclus du RIFSEEP.

## **II –L'IFSE**

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis, ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

L'IFSE est composé d'une part mensuelle et d'une part annuelle.

Les groupes de fonctions et les montants maximums annuels sont définis par cadre d'emplois.

### **A –Cadre d'emplois des attachés territoriaux**

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)		
		IFSE	IFSE versée une fois par an	Montant max. IFSE
A- G1	D.G.S	16 500	3 500	20 000
A- G2	Emplois requérant l'encadrement d'une équipe ou forte expertise dans un domaine particulier	14 025	3 500	17 525

### **B - Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux**

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)		
		IFSE	IFSE versée une fois par an	Montant max. IFSE
B – G1	Responsable de service Fonctions de coordination ou de pilotage	15 000	3 000	18 000
B - G2	Chargés de gestion sans encadrement	12 750	3 000	15 750

### **C - Cadre d'emplois des techniciens**

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)		
		IFSE	IFSE versée une fois par an	Montant max. IFSE
B 1	Responsable de service Fonctions de coordination ou de pilotage	11 000	3 000	14 000
B 2	Chargés de gestion sans encadrement	9 350	3 000	12 350

### **D - Cadre d'emplois des Adjoints administratifs**

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)		
		IFSE	IFSE versée une fois par an	Montants max. IFSE
C 1	Emplois nécessitant une expertise ou des compétences particulières	7 000	2 500	9 500
C 2	Chargés de gestion sans encadrement	6 500	2 500	9 000

### **D - Cadre d'emplois des ATSEM**

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)
---------	-----------	---

		IFSE	IFSE versée une fois par an	Montants max IFSE
C 1	Responsable de service ou coordinateur d'équipe	3 500	2 000	5 000
C 2	Autres fonctions ne figurant pas au groupe 1	3 000	2 000	4 500

#### E - Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Groupes	Fonctions	Montants annuels maximums de l'IFSE (*)		
		IFSE	IFSE versée une fois par an	Montants max IFSE
C 1	Emplois nécessitant une expertise ou des compétences particulières	6 000	2 500	8 500
C 2	Autres fonctions ne figurant pas au groupe 1	5 000	2 500	7 500

(\*) Ces montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet et seront revalorisés automatiquement au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

**La partie de l'IFSE versée mensuellement** sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Elle sera versée chaque mois et proratisée en fonction du temps de travail.

Elle pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle de l'agent, selon les critères de modulation suivants:

- capacité à exploiter l'expérience acquise,
- connaissance du poste et des procédures,
- formations suivies,
- parcours professionnel de l'agent,
- connaissance de l'environnement de travail,
- approfondissement de savoirs techniques, de pratiques, la montée en compétences,
- réalisation d'un travail exceptionnel,
- responsabilités particulières,
- conditions d'acquisition de l'expérience (autonomie, variété, complexité, polyvalence..),
- conduite de plusieurs projets.

Ce montant fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ou examen professionnel.

Le montant de l'IFSE mensuelle pourra également être réévalué à chaque entretien professionnel annuel au vu de l'expérience acquise par l'agent.

En cas de congé maladie ordinaire, longue maladie, longue durée ou grave maladie, congé pour accident de service ou maladie professionnelle, de congé maternité (et assimilés), paternité ou adoption, congé de présence parentale, la partie mensuelle de l'IFSE est maintenue dans les proportions du traitement pendant un an.

En cas de service non fait ou de grève, la part mensuelle de l'IFSE n'est pas maintenue.

La partie de l'IFSE versée une fois par an :

- Montant = traitement indiciaire de base perçu par l'agent le mois du versement (novembre).

En cas de modification du temps de travail au cours de l'année civile, une moyenne des TIB de janvier à novembre sera calculée et servira de base (hors temps partiel thérapeutique).

#### **-Modulation de la prime:**

•en cas de départ / d'arrivée en cours d'année, de placement dans une position administrative non rémunérée, le montant de la prime sera réduit au prorata temporis de l'absence de l'agent.

•En cas de congé maladie ordinaire, longue maladie, longue durée ou grave maladie, le montant de la prime sera réduit au prorata temporis de l'indisponibilité.

Un état liquidatif détaillé par agent précisera le montant individuel attribué.

Une régularisation du montant de cette prime pourra être effectuée en janvier N+1.

## II –LE CIA

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

-montant maximum= montant de l'IFSE annuelle (avant modulation) x 25 %.

**Dans notre collectivité, le calcul est du CIA est fixé à 15 % de l'IFSE annuelle max.**

A ce montant maximum sera appliqué un pourcentage de 0 à 100% afin de tenir compte des critères suivants évalués en entretien professionnel :

- Compétences professionnelles et techniques,
- Qualités relationnelles,
- Capacités d'encadrement ou d'expertise,
- Reconnaissance de l'investissement et de l'engagement professionnel.
- Disponibilité
- Capacité d'adaptation et sens de la collectivité
- Capacité de travailler en équipe

Groupes	Montants maximum CIA en € (*)
<b>Attachés</b>	
A - G1	3 000
A - G2	2 628
<b>Rédacteurs</b>	
B – G1	2 700
B – G2	2 362
<b>Techniciens</b>	
B – G1	2 100
B – G2	1850
<b>Adjoint administratifs</b>	
C – G1	1 425
C – G2	1 350
<b>ATSEM</b>	
C – G1	750
C – G2	675
<b>Adjoint techniques</b>	
C – G1	1 275
C – G2	1 125

(\*) Ces montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet et seront revalorisés automatiquement au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat.

Le CIA sera réévalué annuellement et versé en novembre de chaque année grâce à un état liquidatif détaillé par agent précisant le montant individuel attribué.

Après en avoir délibéré, et après avis favorable du Comité Technique en date du (en attente)  
le conseil municipal décide, **à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017:**

- d'instaurer l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus,
- d'instaurer le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus,
- de maintenir, aux fonctionnaires concernés, à titre individuel, le montant antérieur plus élevé de leur régime indemnitaire en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984

**Approuvé à la majorité (1 abstention T. Leyvraz – 11 voix Pour)**

### **7 - CCPG – PROJET NOUVELLE ISDI SUR CHEVRY**

Monsieur le Maire rappelle que la CCPG, dans le cadre de l'exercice de sa compétence de déchets inertes, mène actuellement une étude de recherche de sites en vue de permettre à l'ensemble des entreprises du Pays de Gex de pouvoir déposer leurs déchets inertes dans des sites publics, agréés et conformes.

Le but de cette démarche est d'éviter de déposer les déchets inertes dans des sites non adaptés et des zones protégées.

Suite à cette étude dont près de 50 critères ont été pris en oeuvre, un site a été identifié sur la commune de Chevry, au nord est de celui exploité par la société Nabaffa.

D'une capacité modéré de l'ordre de 250 000 m3, celui ci serait mis en exploitation uniquement après la fin de celui exploité par la société Nabaffa. Comme convenu lors de la délibération CCPG, 30 % des recettes nettes du site seraient reversées à la commune sous forme de fond de concours.

La décision du Conseil Municipal permettra de valider le principe d'inscrire au PLUi en emplacement réservé le site envisagé et permettra par la suite à la CCPG d'engager les discussions foncières nécessaires avec les exploitants et propriétaires et leur présenter les compensations allouées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- EMET un **avis DEFAVORABLE** sur le projet d'installation d'un site de Déchets Inertes sur le site sur le site retenu, au Nord Ouest de l'ancienne décharge des Chatelets,

- NE VALIDE PAS le fait d'inscrire au PLUintercommunal du Pays de Gex ce site en vue de son exploitation une fois celui de la société Nabaffa finalisé,

- CHARGE Monsieur le Maire d'en informer la Communauté de Communes du Pays de Gex.

**Refusé à l'unanimité**

### **III - Divers / Informations :**

Rappel de réunions :

- Participation citoyenne avec la présence de la gendarmerie nationale : mardi 21 mars 2017 à 19h.30.
- Réunion projet maison des Associations - Centre-Bourg : jeudi 23 mars à 18h
- Cours d'eau : informer la population du règlement pour la prise d'eau pour arrosage.
- Commission Travaux : mercredi 5 avril à 20h.
- Circulation Chemin du Mollet : étude toujours en cours pour le trafic et fermeture du chemin
- Nettoyage de printemps : samedi 8 avril sur le parking de l'Ecole F. Dolto dès 9h.
- Les coupes de bois se feront d'ici avril 2017 – Un second affouage aura lieu en automne 2017.
- Pose de caméra de surveillance en complément de la participation citoyenne, à l'étude.
- Les Foulées de Chevry auront lieu le 24 septembre en collaboration avec les Virades de l'Espoir.  
Une 1ère réunion aura lieu courant avril.

La séance est levée à 21h35